

DÉBAT DES INTERVENANTS

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Merci beaucoup. Je tiens à souligner que l'histoire n'est qu'une longue succession d'événements qui n'auraient pas dû se produire mais qui ont quand même eu lieu. Beaucoup de choses qui n'auraient pas dû se produire se produisent. C'est une raison de plus pour renforcer autant que possible la gouvernance mondiale. Cela m'amène à vous poser une autre question à tous les trois. Comme nous l'avons vu lors de la séance précédente avec notre ami chinois, Qiao Yide, il est peut-être impossible de réconcilier les points de vue, les approches sur la gouvernance mondiale, même dans le domaine relativement étroit, malgré sa taille, de la gouvernance économique. Yide nous a dit explicitement que cela pourrait être impossible. Dans le cadre de la présente séance, ma question est donc la suivante : n'y a-t-il pas un risque, avec le concept de politique multi-vectorielle, d'évoluer progressivement vers, de facto, des approches irréconciliables de la gouvernance, et par extension avec le concept de puissances moyennes intermédiaires ?

Je suis d'ailleurs très heureux que le Kazakhstan mette autant l'accent sur ce concept de pays intermédiaires, de puissances intermédiaires, qui est en fait au cœur de l'approche de la WPC depuis le début. Pour reformuler positivement ma question à vous trois, comment les puissances moyennes peuvent-elles jouer un rôle constructif pour obliger les grandes puissances à adopter une approche plus raisonnable, plus diplomatique des grands problèmes du monde ? Commençons par Madame Brnabić.

Ana Brnabić

C'est une question difficile. Je ne suis même pas sûr que ce soit possible. Cela ne dépend en tout cas pas de nous. Je peux affirmer que la Serbie a réussi à se positionner en tant que pays perçu, il me semble, comme un pays réellement capable de créer des passerelles. Cette seule année, 2024, alors que notre pays ne compte que 6,8 millions d'habitants, nous avons accueilli le président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, pour la deuxième fois au cours des dix dernières années. Nous avons accueilli le président français, Emmanuel Macron. Nous avons accueilli le chancelier allemand, Olaf Scholz. Nous avons accueilli la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Notre président s'est entretenu par téléphone avec le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine. Nous avons accueilli le président du Kazakhstan, M. Tokayev ; le président des Émirats arabes unis, Sheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan ; le président de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, tout récemment, en 2024 ; et de nombreux autres dirigeants mondiaux, ce qui est assez peu conventionnel, je dirais.

Cependant, cela pourrait être la réponse à votre question. À savoir que, oui, je pense que, lorsqu'il existe un écart aussi grand entre différentes puissances mondiales, peut-être cherchent-elles parfois des pays – et j'espère qu'elles le feront encore plus à l'avenir – qui parlent à tout le monde, à qui elles peuvent dire : « D'accord, pouvez-vous nous dire ce que cette autre personne pense, ce que cet autre pays pense ? Comment pouvons-nous faire pour rétablir les canaux de communication ? » Parce qu'en fin de compte, toute guerre – absolument toute guerre – ne peut se terminer que par une sorte de dialogue. J'ignore si les canaux de communication sont actuellement ouverts entre les belligérants. J'espère que c'est le cas, mais il semblerait que, peut-être pour la première fois dans l'histoire, aucun canal de communication ne soit ouvert. C'est une perspective effrayante, à mon sens. Alors peut-être que certains d'entre nous peuvent servir de pont entre toutes ces parties.

Reste à savoir si la situation se compliquera encore davantage, comme lors du premier mandat du président Trump, lors de la guerre commerciale entre l'UE et les États-Unis. De nombreux pays, dont la Serbie, en tant que pays candidat à l'adhésion à l'UE, en avaient beaucoup souffert. En outre, ce qui me préoccupe, non pas en tant que présidente du Parlement mais en tant que citoyenne du monde, c'est que nous avons tous ensemble des problèmes bien plus urgents à résoudre au niveau mondial, tels que le changement climatique. Des problèmes que nous ne pouvons résoudre qu'en travaillant ensemble. Le fait que nous ne puissions même pas résoudre des questions qui dépendent de nous, et que nous ayons un monde de plus en plus complexe avec de plus en plus de guerres, est très inquiétant. Il se peut que, même en mettant en commun toutes nos connaissances, nos technologies et en travaillant ensemble, nous n'arrivions pas à résoudre le problème du changement climatique. Alors l'idée que nous ne soyons même pas en train d'essayer est terriblement alarmante.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup. Avant de donner la parole à M. Darsalia, je voudrais vous rappeler que lors de la deuxième séance de cet après-midi, à partir de 14h30, je m'entretiendrai avec M. Kevin McCarthy. Kevin McCarthy, qui a été le 55^e président de la Chambre des représentants des États-Unis, connaît très bien Donald Trump. Il s'est disputé avec lui, mais ils sont réconciliés, du moins pour le moment. Je pense qu'il nous donnera des indices sur le déroulement des prochains mois et années, afin de poursuivre ce type de discussion. À vous, M. Darsalia.

Lasha Darsalia

Merci. C'est vraiment une question difficile et capitale, mais je crois que la communauté internationale est beaucoup plus puissante qu'un seul pays. La paix est très importante. Cependant, il est encore plus important d'avoir une paix juste car obtenir la paix au détriment du droit international ne fera que générer d'autres guerres ou conflits ultérieurement. Ce concept me semble essentiel. À cet égard, aussi difficile, voire impossible ou idéaliste que cela paraisse, les solutions doivent s'appuyer sur le droit international et sur un règlement juste de la question. Si la communauté internationale se dote du droit international – et non d'autres concepts tels que l'approche pragmatique ou autre – je crois qu'il sera possible non seulement de parvenir à la paix, mais aussi de prévenir les conflits futurs car tout pays qui enfreindra le droit international devra en payer le prix fort. Je pense que c'est important, et

c'est malheureusement ce qu'il est difficile de faire aujourd'hui lorsque nous parlons de la Russie.

Les historiens n'aiment pas trop refaire le monde. Cependant, imaginez que la Russie ait été stoppée, non pas en 2022, ni même aujourd'hui, mais en 1991, lorsqu'elle a entrepris le nettoyage ethnique des Géorgiens dans l'État géorgien, ou pendant le génocide en Tchétchénie, ou pendant ses opérations en Transnistrie, ou encore en 2008. Parce que nous autres, Géorgiens, nous nous souvenons de tout cela. Nous entendons cela tout le temps : « D'accord, oui, vous avez ces problèmes. Vous subissez une occupation. Toutefois, soyons pragmatique avec la Russie et écoutons ce qu'elle veut. » Ils ne veulent qu'une chose. La Russie ne considère pas ses voisins comme des pays. Tant que nous ne prendrons pas le droit international comme orientation principale, nous continuerons à nous demander qui sera la prochaine cible des Russes. Tant que nous ne nous serons pas penchés sur la question des précédents, nous continuerons à nous demander qui sera le prochain. Cela semble ardu, voire idéaliste, mais c'est malheureusement la seule solution.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup.

Ana Brnabić

Puis-je me permettre d'intervenir rapidement ? En même temps, il ne faut pas voir les choses de manière trop simpliste car la Russie, je dirais, est une superpuissance mondiale. Or les superpuissances mondiales font corps, et la Russie n'est pas la seule superpuissance à faire parfois preuve d'un mépris total pour la Charte des Nations unies et l'État de droit international. D'autres superpuissances font de même. Ce n'est donc pas que le problème de la Russie. Je pense que c'est le problème des superpuissances mondiales. Comme vous l'avez dit, aucun pays n'est plus puissant que l'État de droit international, mais certains se comportent comme s'ils l'étaient. Je sais, encore une fois, que mon pays, la Serbie, a été bombardé en 1999 par l'alliance de l'OTAN en l'absence de décision du Conseil de sécurité des Nations unies, car l'OTAN savait que le Conseil de sécurité s'y opposerait. Or, c'est précisément la raison d'être du Conseil de sécurité des Nations unies. Ensuite, ils nous ont privés d'une partie de notre territoire, notre province autonome, le Kosovo et Metohija. Ce n'est pas la Russie qui l'a fait. Cela a été le fait d'autres superpuissances mondiales. La Russie n'a donc reproduit que ce qu'elle a vu faire par d'autres ailleurs, auparavant.

Lasha Darsalia

Je suis tout à fait d'accord. C'est pourquoi je n'ai pas dit que le droit international devait se référer uniquement à la Russie, mais à la communauté internationale en général. C'est pourquoi la Géorgie ne reconnaît pas le Kosovo comme un pays indépendant : elle reconnaît le principe de l'intégrité territoriale.

Ana Brnabić

Merci pour cette précision.

Lasha Darsalia

Cela rejoint exactement mon propos. Rien ne justifie jamais que l'on viole le droit international.

Ana Brnabić

C'est parfaitement vrai.

Lasha Darsalia

Ce n'est pas parce que certaines choses se sont produites dans le passé que cela justifie ce qui se passe aujourd'hui. En fait, ma réponse se référait à cela parce qu'il s'agissait d'une discussion sur l'Ukraine. La Russie ne se contente pas de violer la souveraineté de l'Ukraine, elle défie le système international, qu'elle remet en question et tente de réviser pour faire prévaloir la loi du plus fort sur le droit international. Je préfère ne pas revenir sur les cas précédents, qui sont trop nombreux. Néanmoins, nous sommes maintenant face à une situation unique, à mon avis, à savoir que la Russie tente de remplacer le droit international par la loi du plus fort. C'est tout à fait unique dans cette situation.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup. Avant de rendre la parole à Roman, cela me rappelle une discussion que j'ai eue à Moscou dans les années 1990, lorsque la Russie était très faible. Il s'agissait d'une discussion avec M. Ivanov, qui était alors ministre des Affaires étrangères de la Russie. Je lui avais demandé : « Que pouvez-vous faire ? Quels devraient être vos principes de base pour conduire la diplomatie dans une telle situation ? » Il m'avait rétorqué : « Oh, c'est très simple. Lorsqu'un pays est faible, il doit s'en tenir au droit international. Lorsqu'il est fort, c'est très différent. » Je pense que ce théorème se vérifie presque tous les jours. La relation entre la force ou la faiblesse d'un pays et le droit international est un sujet de recherche intéressant en soi. Roman ?

Roman Vassilenko

Merci beaucoup. Cette discussion et vos commentaires sont vraiment passionnants à écouter. Je pense que tous les intervenants, y compris moi-même, sommes d'accord pour dire qu'il faut réformer l'ONU. Je travaille dans la diplomatie depuis plus de 30 ans. D'aussi loin que je me souviens, la nécessité de réformer les Nations unies a toujours été un sujet de débat, mais nous n'en sommes toujours pas là. De plus en plus, nous constatons que le Conseil de sécurité des Nations unies est dans l'impasse, bloqué, en raison du droit de veto de l'un des cinq pays qui en disposent. Nous pensons qu'il faut sérieusement envisager cette réforme afin de permettre une représentation régionale plus forte. Certains pays ont beaucoup plus de poids économique qu'ils n'en avaient en 1945, lorsque cette institution a été mise en place. Il me paraît de plus en plus évident que les Nations unies et le Conseil de sécurité des Nations unies sont de moins en moins efficaces, pour ainsi dire. C'est une situation inacceptable. L'ONU est l'unique organisation internationale de cette stature. En tant que multilatéralistes, nous sommes très favorables aux Nations unies et au renforcement de leur mandat. Or, cela ne peut se faire que si nous construisons un système plus équitable au sein des Nations

unies. Je sais qu'il y a eu plusieurs groupes ou discussions, qui n'ont abouti à rien jusqu'à présent. C'est très, très mauvais pour l'humanité, d'autant plus que nous sommes confrontés à de nombreux défis au niveau mondial, hormis les guerres : le changement climatique et l'avènement de nouvelles technologies que nous devons tous gérer ensemble.

Vous avez évoqué les puissances moyennes. Au début de l'année, un groupe de réflexion allemand nous a justement qualifiés de puissance moyenne. Nous apprécions ce titre, mais nous le prenons très au sérieux car il implique de grandes responsabilités. Nous sommes prêts à partager notre expérience. Nous sommes prêts à contribuer à la résolution des conflits internationaux, mais nous estimons que cela n'est faisable qu'ensemble, encore une fois, peut-être en tant que réseau de puissances moyennes partageant les mêmes idées, qui peuvent se réunir et faire comprendre aux superpuissances qu'il existe une communauté internationale plus vaste qui défend le droit international. Si l'on suit la logique de M. Ivanov, à savoir suivre la loi du plus fort, nous tombons alors dans la loi de la jungle. Que pourrions-nous alors attendre d'un tel monde ? Rien de bon, il me semble.